

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

SAMEDI 29  
DIMANCHE 30

NOVEMBRE  
1975

N° 47

1,50 F

Belgique - Luxembourg : 15F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

la médecine capitaliste encore en accusation  
**beatrice meurt faute de soin**

La semaine dernière, dans la nuit du 18 novembre, à Cambrai, s'est déroulé un drame qui a secoué la famille Lamorille. Ce drame, la mort de leur petite fille, peut arriver dans toutes les familles de notre peuple, du moins celles qui n'ont pas de «relations» en milieu médical, celles dont les moyens ne permettent pas de frapper tout de suite à la bonne porte. Voici les faits vécus par M. et M<sup>me</sup> Lamorille, tels qu'ils ont déjà été rapportés. La petite Béatrice avait été renversée par un vélo. Une brève perte de connaissance justifie les soins d'un médecin qui trouve son état normal. Les douleurs de la petite fille empirant, ce médecin est rappelé et préconise des calmants. Ils sont sans effets. Les parents Lamorille décident alors d'emmener leur enfant à la clinique Faldherbe. Il est minuit. L'état de Béatrice s'aggrave. C'est seulement trois heures après que l'on se décide à passer une radio qui révèle une situation désespérée. Or, dès qu'il y a un traumatisme crânien, il est nécessaire de procéder immédiatement à une radio et de poursuivre la surveillance médicale au moins pendant quarante-huit heures. L'enfant est envoyée d'urgence, seulement accompagnée par sa mère, au CHR de Lille. A 17 km de Lille, Béatrice est morte. A propos de ce drame particulièrement révoltant, on ne dispose que de bien peu d'informations. Du côté du procureur de Cambrai, auprès de qui les Lamorille ont déposé une plainte, c'est le black out. Même chose à la clinique... Certains organes d'information semblent mettre en cause certains membres du personnel de la clinique. Qu'on ne s'y trompe pas : ce sont ces mêmes journaux qui, si prompts à dénoncer les scandales nous touchant de près, sont les premiers à en cacher les véritables causes.

Eric BRÉHAT

## PORTUGAL L'AVENIR DE LA REVOLUTION ENTRE LES MAINS DU PEUPLE

De notre correspondant

Trois jours après le coup de force de la droite, Lisbonne est toujours en état de siège. Au niveau militaire, les parachutistes occupent toujours la base-école de Tancos à 100kms au nord de Lisbonne, malgré les appels répétés à se rendre. Le Conseil de la Révolution ne semble pas actuellement prêt à employer la force contre eux. A Lisbonne même, le Ralis est occupé par l'Ecole Pratique de cavalerie de Santarem. Ailleurs, le calme règne. Il apparaît que l'homme qui a dirigé l'opération au niveau politique est Melo Antunes, principal homme du «groupe des neuf», très lié au capitalisme européen et à la CEE. C'est pour cela qu'il peut se permettre de demander la participation du PCP au pro-

chain gouvernement afin de contrecarrer l'extrême-droite.

Après la démission d'Otelo et du général Fabiao, chef de l'état-major de l'armée de terre, le Conseil de la Révolution a pris la décision d'arrêter la parution de tous les journaux nationalisés car «ils ont aidé moralement le coup contre-révolutionnaire» «des nouveaux conseils d'administration et de rédaction vont être nommés». Tous les journaux touchés sont soit proches du PCP (O Seculo - Diaro de Lisboa - Diaro de Noticias) soit indépendants (A Capital - Diaro Popular), rien encore concernant República. Quant au niveau du peuple portugais, à Setenave et Lisnave, deux grands chantiers de construction navale, des assemblées générales se sont tenues et ont

envoyé des motions au président de la République, demandant la levée de l'état de siège et la libération des soldats emprisonnés. A Lisbonne, à 15h, l'UDP a organisé une manifestation silencieuse lors de l'enterrement d'un de ses militants. Le cortège de quelques centaines de personnes a traversé les rues principales de Lisbonne, malgré l'état de siège. Le PCP ne dit rien ou plutôt appelle toujours ses militants à l'ordre et à la tranquillité pendant que ses dirigeants négocient des places dans les ministères. Mais aujourd'hui, c'est toujours l'incertitude pour l'avenir proche car les forces fascistes réclament une répression et une épuration immédiate.

Antoine JALIEU

suite page 8



## CHIRAC POURSUIT SON OFFENSIVE CONTRE LES APPELES

Les menaces de Chirac contre les appelés et leur lutte pour les droits démocratiques à l'armée ont été rapidement suivies d'effet puisque trois informations auraient été ouvertes à ce jour par la cour de sûreté de l'Etat. On ne saurait s'y tromper, derrière l'opération de politique parlementaire qui consistait à prendre pour cible le Parti Socialiste, la grande peur de Chirac et de son gouvernement concerne avant tout l'ampleur du mécon-

tement des soldats. Même si aujourd'hui, Bigeard estime officiellement que les foyers d'agitation sont très restreints, la peur de la bourgeoisie réside surtout dans la rencontre, en cas d'un grand mouvement d'ensemble de la classe ouvrière, entre les travailleurs en lutte d'une part et les soldats du contingent d'autre part. L'exemple portugais et la place importante prise par les soldats dans les obstacles aux offensives réactionnaires, sont évi-

demment dans la tête des chefs de file de la bourgeoisie qui craignent par dessus tout une «portugalisation» de l'armée au moment même où ils envisageaient de l'utiliser massivement contre les mouvements des travailleurs. L'opération qui avait été préparée par de Gaulle à Baden-Baden en 68 en cas d'une «aggravation» de la situation ne pourrait pas se mener d'une manière identique. Les premières inculpations en cour de sûreté de l'Etat, la

LES GRACES DE JUAN CARLOS : NOUVELLES ARRESTATIONS

Les peuples d'Espagne ont salué l'intronisation de Pantin 1<sup>er</sup> par des manifestations importantes devant les prisons, 3 000 à Carabanchel, plusieurs centaines à Barcelone, un millier à St Sébastien, partout brutalement chargés par la police. Partout un seul mot d'ordre : «Libération de tous les détenus politiques, indulto insulto». Le décret d'indulto, de grâce est bien une véritable insulte aux peuples d'Espagne. Jeudi matin 33 détenus sont sortis de la prison de Carabanchel : 29 droits communs et 4 membres du groupe fasciste «Christ Roi».

Par contre, trente personnes ont été arrêtées mercredi à la Corogne, en pays basque, accusées de tenir une réunion illégale ; à Madrid, mercredi sept personnes accusées d'appartenir aux commissions ouvrières étaient condamnées de six mois à trois ans de prison. Pas un seul prisonnier politique relâché, des dizaines d'autres emprisonnés. Seules les personnes arrêtées au cours de la manifestation devant Carabanchel jeudi ont été relâchées ; parmi elles se trouvaient des journalistes et des artistes. Par ailleurs, les lois anti-terroristes et les lois sur le contrôle de la presse ont permis la saisie de l'hebdomadaire Cambio 16. Un roitelet falot sert de paravent au vieux franquisme c'est le seul changement sensible.

suite page 4

la vie du journal

# DANS NOTRE COURRIER

**DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL.**  
Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :  
**QUOTIDIEN DU PEUPLE**  
en téléphonant au :  
208 65 61 Paris  
de 8 h.30 à 13 h.

**ON A DES YEUX POUR VOIR !**

Ma mère (elle a 66 ans et est retraitée), m'a dit dimanche, le jour de l'enterrement grandiose du ministre Franco : «*À la télévision, ils nous prennent vraiment pour des imbéciles ! Au moment des victoires remportées par le peuple vietnamien et cambodgien, on nous montrait les images des villes libérées et on voyait les gens enthousiastes : on nous parlait de l'affolement, de la panique des habitants de ces villes devant les communistes ! Aujourd'hui, on nous parle de la soi-disant douleur du «peuple espagnol» devant la mort de Franco. Et bien, en fait de peuple, on a vu à la télé défilier devant le cercueil de l'assassin que des bonnes sœurs, des bigottes le chapelet à la main (les curés avaient fait du bon travail !) et tous les fascistes du coin ! Qu'ils racontent ce qu'ils veulent, nous, on a des yeux pour voir ! Mais qu'ils ne s'imaginent pas nous tromper encore longtemps.*»

Avec ma mère (qui était ouvrière à Peugeot avant d'avoir ses enfants) nous avons parlé de l'information : elle lit souvent le Quotidien. Elle m'a dit combien c'était important pour le peuple de connaître la vérité, que c'était une arme. Que le peuple a soif de cette vérité.

Besançon - 25/11

**LES ARTICLES DU QUOTIDIEN DU PEUPLE SUR LES FOYERS SONACOTRA**

Nous préparons une contribution pour le quotidien sur la question du racisme à Nice (il y a eu ce mois-ci, une série de nouvelles agressions contre les travailleurs immigrés près du bidonville de la Digue des Français) et la lutte pour laquelle commencent à s'organiser les travailleurs du bidonville pour des logements corrects, des loyers pas chers et les libertés à l'intérieur des foyers Sonacotra (près de 2000 logements sont en construction). Les travailleurs sont en train d'établir leurs revendications en assemblées générales ainsi que les méthodes de lutte. Les articles du QdP sur les foyers Sonacotra sont intéressants et offrent des perspectives dans la liaison des locataires de ces foyers pour mener une lutte d'ensemble contre la Sonacotra. A ce sujet, un travailleur tunisien, faisant maintenant de l'alphabétisation avec l'Amicale pour l'Enseignement des Etrangers au bidonville, demande qu'il y ait des articles un peu plus approfondis sur le rôle que joue la Sonacotra dans l'exploitation des travailleurs immigrés, ce qu'est le FAS, etc...

Salut militant

Le Quotidien du Peuple  
(publication du PCR (ml))  
Adresse postale :  
BP 225 75 924  
Paris cedex 19  
CCP n° 23 132 48 F Paris  
Directeur de publication :  
Y. CHEVET  
imprimé par L.M.F.  
Diffusé par les NMPP  
Numéro de commission paritaire  
56 942



**LE PERSIFLAGE DANS LES ATELIERS**

Une des plaies de la condition ouvrière, c'est le persiflage. Quel est le jeune ouvrier sortant du CET qui n'a pas subi le persiflage ou les farces tels que : «*Va chercher la lime à faire les coins*» - «*J'ai laissé tomber la bulle du niveau, cherche-là*».

Si le nouveau se fâche, les anciens lui disent : «*De mon temps, nous apprenions le métier sur le tas, petit merdeux, tu n'as pas à te fâcher puisque tu est encore arpette. Moi, j'ai appris mon métier à coup de pied au cul. Alors, ne te plains pas et paie à boire, ça va passer*». Si la discussion s'envenime, le patron intervient bon enfant pour remettre tout le monde d'accord, c'est-à-dire, au boulot. Mais c'est le soir que la manipulation se passe. Le patron ou le chef d'équipe prend le nouveau à part et lui tient ce langage : «*Ils sont cons, ne vous tracassez pas. S'ils continuent, venez me voir*». Si le nouveau vient le voir, il devient un

mouchard. S'il fait la sourde oreille, ou s'il répond qu'il n'est pas un «*donneur*», c'est enregistré et souvent la période d'essai n'est pas concluante. Le plus grave dans cette mentalité pourrie par le persiflage, c'est que, non seulement les patrons, mais également les contremaîtres et hélas, également les anciens ouvriers pratiquent le persiflage. Quant aux ouvriers qui rient lorsqu'un nouveau est mystifié, ils ne se rendent pas compte que la mise en boîte sert à jeter le nouveau dans les bras du patron exploiteur.

Ne croyez pas que je suis un jeune arpette ! J'ai 52 ans. J'ai connu la condition d'apprenti avant la guerre dans un atelier et ce n'était pas drôle, mais je me suis toujours élevé contre le persiflage pour défendre le nouveau et le guider. Auparavant, je ne me rendait pas compte de la manœuvre patronale qui entretient le persiflage et participe aux farces grotesques. Je l'ai appris grâce à l'esprit d'observation en devenant syndicaliste et communiste.

un ouvrier électricien

**communiqués**

**AUBERVILLIERS**  
Venez nombreux à la réunion d'un Comité de Lutte contre le Chômage samedi 29 novembre à 16h au café «*au Casanova*» 8 rue Emile Dubois (à l'angle de l'av. Jean-Jaurès)

exécutés, mais au prochain pointage nous sommes bien décidés à revenir plus nombreux et à rester sur place.  
une syndicaliste de la CFTD



Comme d'habitude, devant le centre de pointage de Montrouge, une longue file de chômeurs. Le comité de chômeurs de la CFTD composé de militants syndicalistes et de chômeurs inorganisés appelle les chômeurs à lutter.

Ginoué, maire de Montrouge, député R.I. et PDG d'une imprimerie, arrive, accompagné de flics en civils et de flics en tenue, et prie le comité de chômeurs de «*déguerpir*». N'ayant pas un rapport de forces suffisant à opposer, les militants de comité chômeurs se sont

Comité de Lutte contre le Chômage de Frouard-Pompey réunion samedi à 20 h 30 café Gambrinus à la sortie de Delattre-Frouard

Ouvriers en activité, chômeurs, jeunes, femmes... rejoignez le CLCC de Frouard-Pompey Contactez-nous aux permanences manences :  
- mercredi : de 18 h 30 à 20h30 au CAC de Pompey en face des aciéries.  
- jeudi : de 10 h 00 à 11 h 30 au marché de Pompey.  
- vendredi : de 16 h 30 à 18 h 00 au café Gambrinus à la sortie de Delattre à Frouard

# pour un douze pages six jours sur sept RASSEMBLONS LES 15 MILLIONS

Chers camarades

Nous avons réfléchi aux moyens de financer le journal, car c'est bien à la force de nos bras et en s'appuyant toujours sur les masses que la parution d'un quotidien communiste, aujourd'hui en France, est possible.

Il y a bien sûr, déjà les abonnements, qui permettent une entrée d'argent à l'avance, il y a les collectes que font les camarades autour d'eux (sur le lieu de travail et là où intervient la cellule) et qui montrent que le Quotidien du Peuple, n'a d'autre appui que celui des masses. Nous avons donc décidé de sortir des foulards rouges frappés au nom du journal. Si la quantité que nous pouvons sortir à l'heure actuelle reste limitée, elle permet déjà d'apporter notre contribution pour la campagne de souscription entamée. De multiples initiatives doivent être prises pour faire connaître le Quotidien du Peuple et gagner la bataille du Quotidien (foulards, badges, affiches sérigraphiques, etc...) ; c'est en ce sens que nous avons pris cette première initiative.

Faisons connaître encore plus largement le Quotidien du Peuple ! Mobilisons-nous activement ! Vive le Quotidien du Peuple !  
Salutations communistes

des camarades de Nanterre

**je souscris**

10 F     50 F     100 F    \_\_\_ F

Nom .....  
Profession .....  
Adresse .....

Envoyez au Quotidien du Peuple  
BP 225 75924 - Paris Cedex 19  
CCP 23 132 48 F Paris

# gagnons la bataille de la diffusion

**Bon à envoyer au Quotidien du Peuple -service des ventes**

Pour pouvoir me procurer le Quotidien du Peuple, chaque jour, à coup sûr, près de mon domicile ou de mon travail,

à la librairie .....  
(nom précis de la librairie)

au kiosque .....  
de Monsieur ..... rue ..... n° ..... ville .....

Je connais d'autres acheteurs intéressés par le Quotidien. Veuillez donc en mettre en dépôt ..... (nombre)

**FRONT ROUGE** est paru  
N°1 - NOUVELLE SÉRIE  
LE NUMÉRO : 5 f

**organe central  
du PCR ( ml )**

Passez votre commande :  
**FRONT ROUGE - BP 161  
75864 PARIS CEDEX 18  
CCP 31 191 14 La Source**

# révolution prolétarienne et violence révolutionnaire

Avec l'approfondissement des conflits de classe ces dernières années, et notamment après le mouvement de 1968, la question de la violence réactionnaire et de la riposte à lui opposer, s'est trouvée de plus en plus largement posée. Elle contient, en germe, la nécessité de l'écrasement militaire dans le cours de la révolution prolétarienne, des forces militaires de la bourgeoisie, clef de voûte de son système d'oppression.

Le révisionnisme s'oppose farouchement à un tel cheminement, de la réflexion politique dans la classe ouvrière. Et il dresse, comme un épouvantail, l'idée que la révolution, c'est le déchaînement de la violence.

une alternative désespérée ou utopique au pacifisme impuissant imposé par le révisionnisme. Elles sont, de plus, véhiculées souvent par la petite-bourgeoisie et en portent l'empreinte.

Alors que le révisionnisme prêche depuis des années et des années, que le passage pacifique au socialisme est la seule voie possible, que les masses ne sont pas prêtes à employer la violence, l'idée peut apparaître que, les révisionnistes se trompent, malgré tout, que la marmite, un jour, explosera, qu'un soir, un grand soir, les masses donneront, spontanément, libre cours à leur révolte accumulée et balayeront, dans un déferlement de violence, le pouvoir bourgeois.

la prise du Palais d'Hiver par le peuple en armes en Octobre 17



C'est que pour les révisionnistes, l'Etat impérialiste, l'organisation quotidienne de l'oppression, de la violence des exploités contre les masses ne saurait être remis, globalement, en cause. Pour eux, il remplit une fonction : assurer l'ordre public, ou l'ordre républicain. Et il s'agirait seulement d'améliorer son fonctionnement, d'en éliminer un certain nombre de bavures, d'excès, dus, uniquement, selon eux au caractère rétrograde de ses gestionnaires actuels. Des «excès» tels que l'intervention systématique des «forces de l'ordre» contre les usines occupées, les violences racistes de la police contre les travailleurs immigrés, etc...

A partir du moment où l'ordre impérialiste est perçu comme l'ordre tout court, toute idée, toute action tendant à riposter par la violence à la violence organisée, légale, étatique de la bourgeoisie se présentent comme purement destructives, compromettant l'équilibre et la sécurité de la société toute entière.

## LES CARICATURES DE LA RÉVOLUTION

Tant que prédomine encore, dans la classe ouvrière, le poids de l'idéologie révisionniste, les idées de recourir à la violence contre l'Etat bourgeois ne sont souvent envisagées que comme

A l'opposé (bien qu'il s'agisse du même type de réaction face au révisionnisme), peut se former la conception qu'il faut donner dès maintenant, l'exemple de la violence aux masses, pour les réveiller, pour secouer le carcan révisionniste. Et qu'à partir de là, elles s'empareraient de l'idée de la violence «révolutionnaire».

Mais le révisionnisme n'a pas de mal à faire échec à ces conceptions, provoquées par sa propre pourriture. Au contraire, ces conceptions, de par leur faiblesse congénitale, il s'en sert, comme de repoussoir, pour maintenir son emprise. C'est Marchais qui, goguenard, déclarait en 1974, à deux journalistes : «Ceux qui croient au Grand Soir, à la Révolution, se font des illusions... ce type de transformation là, je l'exclus pour la France». Assimiler l'idée de la révolution prolétarienne à celle du grand soir, c'est de bonne guerre pour les Marchais : ils savent que la classe ouvrière, de par sa propre expérience, a trop profondément conscience de la nécessité de l'organisation pour vaincre, qu'elle ne peut, dans sa masse, adhérer à la perspective d'un surgissement spontané de la violence révolutionnaire capable de renverser le pouvoir bourgeois.

D'autre part, la violence «exemplaire», ou du moins son simulacre, pratiquée par de petits groupes, si elle peut, au mieux susciter quelque sympathie, apparaît très vite comme une tentative ultra-minoritaire, extérieure à la classe ouvrière,

et finalement dangereuse : frappant à contre temps du mouvement, justifiant la répression, etc... Et c'est aussi, de bonne guerre, pour les révisionnistes, d'assimiler les révolutionnaires à des groupuscules de «casseurs», ne sachant que monter quelques coups. C'est la tactique qu'ils ont adoptée notamment, à Dunkerque, en exploitant, maintenant encore, les «faits d'armes» de spontanistes dans la région.

## L'OUVRIER N'A QUE SES CHAÎNES A PERDRE

Les révolutionnaires seraient ceux qui veulent le grand soir, ou bien des groupuscules de «casseurs» : même si les révisionnistes pratiquent toujours ce genre d'amalgame, à leur profit, une décantation s'est opérée, à l'épreuve de la vie. Et les courants se réclamant de ces conceptions n'ont pu, après un regain momentané, s'acquiescer une audience durable.

Mais la question de la nécessité de la violence révolutionnaire s'est, depuis, approfondie dans les masses. Et la réponse fondamentale, brutale des révisionnistes, reprise dans nombre de leurs tracts et autres publications, c'est : «*Souvenez-vous de 1968, et encore dernièrement à Paris : les barricades, les incendies de voitures, les pillages*» (Bulletin récent de la section P«C»F de Marcq-en-Barœul). Ou bien, encore cet extrait de lettre interne d'un secrétaire d'UD-C.G.T. à ses militants : «*Ce n'est pas en cassant des vitres, en renversant des voitures particulières, en tirant sur des policiers ou en mettant le feu à des immeubles... que nous gagnons notre population à des changements profonds dans notre pays*».

Les révisionnistes, dans le fond, s'appuient ainsi sur l'illusion, entretenue par la bourgeoisie, que l'ouvrier se rapproche de plus en plus du bourgeois, qu'il aurait donc quelque chose à perdre d'autre que ses chaînes, qu'un grand affrontement révolutionnaire, finalement, porterait tort à ses intérêts individuels.

Illusion développée particulièrement depuis les années d'après-guerre, où le modèle de consommation proposé et mis en œuvre par la bourgeoisie, tendait à persuader les ouvriers qu'avec l'acquisition d'un certain nombre de nouveaux éléments de «confort», la classe ouvrière était entrée dans une ère nouvelle de participation aux fruits de

## LES TRAVAILLEURS ET LA CRISE



l'expansion des profits capitalistes. De fait, comme la vie l'a, maintenant, largement mis à jour, ces objets nouveaux (comme l'accession à la propriété du logement) se sont révélés pour ce qu'ils sont : de nouveaux moyens à la fois de masquer la réalité de la paupérisation, de rendre plus crédible la perspective de la collaboration de classe, et de renforcer l'oppression (télévision, carcan du crédit, etc.). Mais ces illusions persistent suffisamment pour que le révisionnisme puisse s'en saisir encore et agiter l'épouvantail d'un affrontement violent de classes qui finalement se retournerait contre l'ouvrier, lui détruirait sa voiture ou son logement, etc...

## OUI, NOTRE RÉVOLUTION SERA VIOLENTE

Ce faisant, le révisionnisme s'alimente de la division de la classe ouvrière dont il est responsable. Si effectivement la classe ouvrière demeurait dans l'état où elle se trouve, si elle ne parvenait à faire suffisamment son unité autour du projet politique révolutionnaire, à affirmer avec force, dans les faits, sa volonté et sa capacité de diriger la société, alors effectivement, elle serait vouée à engager la bataille en ordre dispersé, à laisser à la bourgeoisie la possibilité de mettre dans son camp et de retourner contre le prolétariat des couches intermédiaires hésitantes.

La Révolution Proletarienne aboutit nécessairement à un affrontement militaire décisif entre les forces du prolétariat qui s'est armé et les forces armées de la bourgeoisie. Mais les conditions de cette victoire militaire sont, avant tout politiques : la cohésion révolutionnaire de la classe ouvrière, son rejet du révisionnisme (et c'est la question du Parti), la solidité de ses alliances de classe, la neutralisation des couches intermédiaires, et en contrepartie, l'affaiblissement du camp de la bourgeoisie, sa division.

Plusieurs mois avant la Révolution d'Octobre, le prolétariat de Russie disposait de forces suffisantes pour remporter militairement la victoire. Mais il n'a pu déclencher l'insurrection victorieuse qu'au moment où la masse de la paysannerie pauvre - condition politique essentielle - a pu basculer dans son camp.

En définitive, contrairement à ce que répandent les révisionnistes, l'alternative ne se situe pas entre une voie pacifique, progressive, raisonnable au socialisme et une voie violente, irréfléchie, aventuriste.

Les révisionnistes, surtout depuis Mai 68, n'excluent pas eux-mêmes l'emploi de la violence. Mais c'est pour servir exclusivement leurs propres objectifs politiques, bourgeois. C'est ce qu'explique Marchais dans son document préparatoire au prochain congrès, à mots couverts : «*ce qui en tout cas est clair, c'est que les forces du Grand Capital ne céderont jamais de plein gré leurs positions dominantes. Elles ne renonceront jamais à utiliser les moyens dont elles disposent... Pour le mouvement populaire, le problème est donc de se donner à chaque étape les moyens de faire respecter la volonté majoritaire de la nation*».

Les révisionnistes sont prêts, si les conditions s'y prêtent, à se servir des masses, dans des actions violentes, comme force de manœuvre pour s'imposer à la direction de l'Etat bourgeois. C'est la tactique qu'a pu envisager, un temps, le parti révisionniste portugais et que le P«C»F a soutenue alors.

L'autre violence, dont les révisionnistes parlent beaucoup moins, mais qu'ils emploient dès maintenant, c'est la violence répressive contre les révolutionnaires. Les exemples tout récents ne manquent pas.

La voie de la Révolution Proletarienne, c'est au contraire, la préparation politique consciente des masses à l'objectif stratégique de la destruction de l'Etat bourgeois, c'est, sur la base de l'expérience des luttes et des affrontements encore limités d'aujourd'hui, la conviction toujours mieux acquise, que l'issue révolutionnaire passera nécessairement, au moment décisif, par la victoire de la violence révolutionnaire, de masse.

La violence de la Révolution Proletarienne n'a rien à voir avec les explosions cataclysmiques, dont la bourgeoisie et les révisionnistes agitent le spectre. Elle n'a rien à voir non plus avec la violence contre-révolutionnaire qu'ils pratiquent dès maintenant ni avec les coups de force qu'ils peuvent projeter pour se hisser au rang de nouvelle bourgeoisie.

La violence de la Révolution Proletarienne, violence de classe et de masse, consciente, organisée, délimitant avec précision les cibles, n'est que le moyen indispensable pour renverser en faveur du prolétariat, les conditions politiques étant mûres, le rapport de forces et instaurer son nouveau pouvoir.

politique

# en bref

CHIRAC ANNONCE PLUSIEURS ANNÉES DE CHÔMAGE...

Chirac vient d'annoncer sans ambages que la situation de l'emploi serait «tendue pendant plusieurs années». Quant aux salaires, il encourage les patrons à les bloquer : «Il n'y a pas de croissance durable dans l'inflation. C'est pourquoi nous devons parvenir à une évolution plus modérée des prix et des revenus... Le gouvernement espère éviter de recourir à la contrainte et obtenir des résultats convenables par la libre discipline et la concertation». Soyons clairs. La «libre discipline» dont il est question, les travailleurs la rejettent de plus en plus massivement, en entrant en lutte pour les salaires. La «contrainte», c'est bien déjà la politique mise en route, avec la multiplication des interventions de police contre les travailleurs en grève ! Nous pouvons donc nous attendre à voir se durcir encore la répression, mais ce n'est pas cela qui nous détournera de la lutte.

Quant au PCF, les déclarations de Chirac les fait tomber des nues. Eux qui depuis des mois, essaient de faire croire que l'abaissement de l'âge de la retraite et la diminution du temps de travail sont des solutions au chômage, ils doivent reconnaître que cela «n'y changera pas grand chose» ! Beaux objectifs que ceux qu'ils proposent aux travailleurs et qui s'effondrent à la moindre déclaration gouvernementale !

APRÈS L'ESPRIT DE RAMBOUILLET, L'ESPRIT DE ROME.

Lundi et mardi prochains, se tiendra à Rome la troisième session du Conseil Européen, réunissant les chefs de gouvernement de l'Europe des neuf.

## LES HESITATIONS RADICALES

Problème numéro un pour les radicaux qui tiennent leur 74<sup>e</sup> congrès à Lyon : trouver une place dans la majorité. Leur participation au gouvernement n'a pas amené les modifications qu'ils escomptaient dans la politique de Giscard ; celui-ci vient encore dernièrement d'écarter nettement l'idée d'une plus grande décentralisation régionale défendue par les radicaux. Ils n'ont pas réussi non plus à rallier les radicaux de gauche malgré le départ de Caillavet et, l'ouverture à gauche, dont ils se voulaient les artisans, ne se fait pas. Au contraire l'UDR lance une offensive contre le PS qualifiée «d'adversaire numéro 1». Il ne peut pourtant être question pour eux de quitter la majorité : ils n'ont pas de place dans l'opposition. Le congrès du parti radical devra donc définir une ligne qui le distingue dans la majorité actuelle et marque son opposition à l'UDR, sans aller jusqu'à la rupture. Contre Lecanuet, l'actuel président par interim, Françoise Giroud est sollicitée par certains pour la présidence, car elle incarne ces positions : tout en étant au gouvernement elle s'est démarquée en votant Mitterrand aux présidentielles et par ses déclarations contre Chirac. Les travailleurs n'entreront pas dans ces nuances ; ils connaissent le passé de ce parti bourgeois qui s'est distingué dans la répression de leurs luttes.

# CHIRAC POURSUIT SON OFFENSIVE

## CONTRE LES APPELES

suite de la page 1

Mais pour être efficace, le travail des révolutionnaires dans l'armée doit tenir compte des différents aspects de l'armée bourgeoise, doit être intégré à la perspective de la prise du pouvoir. Or de ce point de vue, il ne nous semble pas que le débat syndicats de soldats ou comités de soldats, que certains nous présentent comme essentiel soit décisif aujourd'hui. Non pas que le problème des formes d'organisation du contingent soit un problème déjà résolu, mais il ne peut pas éclipser celui, fondamental, de la ligne qui guide le travail des soldats révolutionnaires. Or cette question est étrangement absente, en apparence du moins, des problèmes actuellement débattus sur le devant de la scène. En apparence seulement, parce que derrière ce débat sur les formes d'organisation se profile toute une série de positions politiques qui ne sauraient aller dans le sens de la Révolution.

Quant par exemple, le PSU ou la Ligue trotskiste font campagne pour des syndicats de soldats, rattachés aux syndicats ouvriers traditionnels, on ne peut séparer cette proposition de l'attitude, identique, de ces deux organisations par rapport à la «gauche», du rôle d'aiguillon de la coalition PS/PC auquel se réduit leur travail. Certes, ces deux organisations ne proposent pas les comités de soldats légalisés de la Bundeswehr allemande qu'admire tant M. Defferre, ni les «clubs» que les révisionnistes voudraient voir instaurer à l'armée... pour boire de la bière, écouter de la musique et lire L'Humanité. Mais réclamer aujourd'hui l'assujettissement des premières organisations de soldats aux UL et aux UD des syndicats, sans que rien dans la plate-forme avancée pour ces sections de soldats, ne se démarque du réformisme, n'est-ce pas, une fois de plus tenter d'induire les travailleurs concernés dans l'erreur sur la nature même du réformisme et du révisionnisme.



Quand, autre exemple, une autre organisation de filiation trotskiste défend une conception ouvertement anti-militariste dans les comités de soldats, taisant complètement le rôle de défense nationale que peut effectuer l'armée bourgeoise en cas d'agression impérialiste, on ne peut trouver que gravement inconséquente une telle attitude.

OOO

Parce que, le travail des marxistes léninistes à l'armée ne peut être fondé que sur tous les aspects qui caractérisent l'armée bourgeoise aujourd'hui.

C'est d'abord une armée de guerre civile réactionnaire, c'est-à-dire que la bourgeoisie entretient ce corps répressif dans la perspective qu'elle sait inéluctable du développement d'un mouvement révolutionnaire des masses. Le déplacement forcé de l'appelé, loin de son domicile, c'est pour éviter de le faire intervenir contre le peuple dans une région qu'il connaît, à laquelle il est lié. Le bourrage de crâne réactionnaire, l'anticommu-

nisme forcené qui est de mise chez tous les gradés visent à conditionner les appelés pour en faire une masse de manœuvre, que l'on pourra diriger contre un mouvement révolutionnaire le jour où cela sera nécessaire. C'est pourquoi la lutte pour les libertés démocratiques, la dénonciation du rôle de l'armée en tant que pilier du pouvoir bourgeois, l'éducation des travailleurs sur la question de la violence réactionnaire de la bourgeoisie et de la violence révolutionnaire qui est nécessaire pour la contrer, tout cela constitue un pan décisif du travail des communistes à l'armée. Cette armée c'est aussi un instrument qui permet à l'impérialisme français de maintenir sa domination sur les colonies (Antilles, Guyane, etc.).

Ses échecs répétés face aux luttes de libération nationale, et aux pays qui veulent l'indépendance ne l'ont pas fait renoncer à la répression coloniale et néo-coloniale. Le contingent doit s'opposer à toute intervention de l'armée dans ces pays pour réprimer leur volonté d'indépendance.

C'est ensuite une armée de défense nationale, c'est à dire que, l'impérialisme français étant devenu un impérialisme secondaire en crise, soumis aux pressions grandissantes des deux superpuissances, notre pays est sous la menace permanente d'une agression, d'une invasion. Les risques de guerre ne font que croître avec le développement des armements de l'une et l'autre des superpuissances, et avec particulièrement la croissance et le développement des forces armées du social-impérialisme soviétique. Les masses de notre pays ne peuvent sous-estimer cette menace, et c'est sur elles que reposera la lutte de libération nationale en cas d'agression d'une des deux superpuissances ; mais une telle agression ne pourra être éventuellement découragée, une telle lutte pour l'indépendance nationale ne pourra s'organiser dès le départ dans de bonnes conditions, si la bourgeoisie n'est pas contrainte dès maintenant de mettre sur pied un potentiel défensif conséquent, et d'apprendre aux soldats à s'en servir. C'est bien dans le cadre de la résistance aux pressions des deux superpuissances que les marxistes-léninistes sont favorables à la force de frappe française, c'est pourquoi aussi la revendication des soldats de disposer d'une véritable formation militaire est une revendication juste qu'il faut faire aboutir. Il est inadmissible que toute une partie de l'armement un peu sophistiqué n'ait leur fonctionnement enseigné qu'à une faible minorité, la plupart du temps des engagés. Tout travail à l'armée, la lutte pour la condition des soldats, la lutte pour les libertés démocratiques, doit être placé dans cette double perspective : armer le contingent sur la nature même de cette armée, une armée de guerre civile réactionnaire, contraindre la bourgeoisie à se doter d'un potentiel défensif suffisant et à préparer les soldats à l'utiliser.

# mort de bébés NESTLE ACCUSÉ

Mercredi débutait à Berne en Suisse «le procès Nestlé». La firme Nestlé a porté plainte contre les membres du «groupe de travail sur le Tiers-Monde» qui ont démontré dans un rapport comment «Nestlé tue des bébés». Premier contretemps pour le trust helvétique pressé d'obtenir la condamnation de ses détracteurs pour remédier à son image de marque ; le procès est suspendu pour complément d'information.

Nestlé, deuxième firme mondiale de produits alimentaires, tire une part importante de ses profits de la vente de laits en poudre pour nourrissons. Les pays du Tiers-Monde à population jeune et à très forte natalité, représentaient pour Nestlé un important marché en puissance. Seul inconvénient, les mères de ces pays allaitent leurs enfants au sein, méthode gratuite et pratique.

Pour conquérir le marché, il faut donc décourager les mères, d'allaiter elle-même, les convaincre que le lait Nestlé c'est meilleur pour leurs

enfants. La canonniers publicitaire entre en action : panneaux et surtout messages publicitaires à la radio. «Pour l'alimentation des bébés, qualité et sécurité Nestlé» - «Mère, veille à la santé de ton enfant, donne-lui ce qu'il y a de mieux, donne-lui du Lactogen». Pour renforcer : l'impact de la publicité les firmes de lait en poudre envoient des «milk nurses» : fausses puéricultrices qui font du démarchage en blouse blanche dans les hôpitaux et auprès des jeunes mères.

En réalité, l'utilisation de la poudre de lait pour l'alimentation des bébés présente des risques graves dans les pays du Tiers-Monde. En effet l'information nécessaire n'est pas faite. Nestlé se contentant de faire de la publicité, et de mettre des notices qui restent incompréhensibles pour qui ne sait pas lire... Les mères, qui en raison du sous-développement et de l'ignorance maintenus par l'impérialisme ne savent pas lire ces notices d'emploi, utilisent parfois de l'eau non potable, des récipients non stérilisés. Conséquences : étouffements si la

poudre est mal diluée, maladies infectieuses, malnutritions en raison d'erreurs de dosage.

L'Organisation Mondiale de la Santé, organisme rattaché à l'ONU écrivait dans son bulletin : «Des récentes recherches ont montré que le taux de mortalité infantile des bébés chiliens nourris au biberon est trois fois plus élevé que les enfants nourris au sein». Nestlé n'a pas osé attaquer l'OMS mais prétend qu'il n'est pas responsable, que ce ne serait pas de sa faute si les utilisateurs ne respectent pas les règles d'hygiène !

Pour le groupe de travail sur le Tiers-Monde, il est clair que la publicité de Nestlé pour le lait en poudre dans les pays du Tiers-Monde est responsable de la mort de milliers de bébés. Qu'importe pour Nestlé ces morts et ces maladies d'enfants, si ses dividendes augmentent. Ce qui le gêne, c'est que ça se sache et que ça ternisse son image de marque, voilà pourquoi il fait ce procès.

Serge LIVET

## LES RADICAUX : Y EN A MARRE D'ÊTRE LES COLLEURS D'AFFICHES DU PS

Fabre s'agite déjà en imaginant le spectacle de ses militants couverts de colle, en train de placarder les affiches du PS pour les élections municipales et surtout cantonales : «on ne peut pas demander à nos militants de se battre pour une idée (...) et passer leur vie à coller les affiches d'un autre parti, fût-il ami.» Fabre se demande aussi si son mouvement représente quelque chose d'assez valable pour avoir un peu de place dans ce qui reste de la gauche. Quel humour, ce petit pharmacien !

## UN ANCIEN COLLABO À L'ACADÉMIE FRANÇAISE.

L'élection de Félicien Marceau à l'académie française a permis à cette «honorabile» assemblée poussiéreuse de faire un peu parler d'elle ; le nouvel «immortel» avait bien failli être exécuté dans son pays, la Belgique, à la Libération, en raison de sa collaboration à la radio belge alors qu'elle n'était plus qu'un instrument de propagande des nazis. C'est en France qu'il avait trouvé le salut... Pierre Emmanuel, autre académicien et ancien résistant a préféré démissionner. L'ombre de Pétain et de Maurras est toujours présente dans l'Académie...

# PARIS-RHONE

## trois ouvriers inculpés de coups et blessures

4 à 500 personnes étaient regroupées devant l'usine du 8<sup>e</sup> vendredi matin, et comme à la Ferrandière (3<sup>e</sup>), pas un ouvrier de plus n'est rentré. La manifestation de jeudi soir a montré que les travailleurs veulent lutter jusqu'au bout, et qu'ils bénéficient d'un large soutien, malgré le travail de sape de la CGT dans les sections syndicales des autres boîtes. Des menaces pèsent sur la lutte : une charrette de 14 licenciements est prévue, visant les éléments les plus combattifs. Trois ouvriers, militants très actifs dans les piquets, sont inculpés de coups et blessures. «C'est la suite de la mise en scène de mardi matin, les soi-disant blessés emmenés d'urgence en ambulance... une heure après, elles discutaient dans un bistrot du coin». Quant aux négociations, elles se poursuivent.

Dans un premier temps, Charrière proposait 2,5%. «Négociateur en pourcentages, ça ne nous intéresse pas. Un chiffre, pas de pourcentage !» répondent les camarades.

Aux dernières nouvelles, ce serait 3,5% pour tous. Et alors que les grévistes, jeudi soir, dans la manifestation, réaffirmaient leur mot d'ordre : «250F, c'est possible, et c'est le moment», certains dirigeants de la lutte, en particulier à la Ferrandière, commencent à propager l'idée que 100F, ça ne serait pas si mal, «qu'il ne faut pas être trop gourmand!». Le jeu de la direction est clair : s'entendre sur le dos des ouvriers, pour arrêter la lutte, et pour se débarrasser des éléments les plus combattifs. Mais la lutte continue.

Corr. Lyon

# JAEGER ET PERMALI (Nancy)

## LES TRAVAILLEURS REFUSENT LA DIVISION ET ENGAGENT LA LUTTE

Jaeger, usine d'appareillage électrique pour l'automobile, emploie environ 400 travailleurs à Nancy, principalement des femmes. Le 6 novembre, journée d'action de l'EDF, par suite des coupures de courant, la direction décrétait que la journée serait chômée mais rattrapée ensuite : 5h le samedi et une demi-heure par soirée pendant 6 jours. Le rattrapage par soirée obligeait les mères de famille à un travail supplémentaire à la maison et posait des difficultés pour aller chercher les enfants. Pourquoi rattraper, alors que le patron a déjà décrété 14 jours de chômage partiel depuis plusieurs mois ?

Pourquoi alors l'augmentation des cadences malgré le chômage ? Le patron a même prêté des ouvrières à une autre usine pour exécuter une commande soustraite par celle-ci. Aussi, les ouvrières débrayaient massivement et exigeaient que cette journée ne soit pas récupérée et payée. Jusqu'à trois heures du matin, dans la nuit de mercredi

à jeudi, elles occupaient les bureaux et retenaient le chef du personnel et d'autres cadres. Devant leur détermination, la direction a dû céder; la journée de jeudi sera chômée, payée comme chômage partiel et non rattrapée.

Permail, là aussi, le patron menaçait de ne pas payer cette journée de jeudi alors que des mesures de chômage partiel étaient annoncées. Sous l'impulsion des syndicalistes révolutionnaires des travailleurs décidaient de se présenter à l'usine le matin, exigeaient le paiement intégral de cette journée. Leur détermination a fait reculer le patron qui a dû accorder une journée de congé payé normalement.

A Jaeger comme à Permail, en engageant la lutte, les travailleurs ont déjoué les manœuvres de la direction tendant à les dresser contre les travailleurs de l'EDF et fait reculer la bourgeoisie.

Corr. Nancy

# en bref

## BENDIX - BOBIGNY OCCUPÉ :

L'usine BENDIX de Bobigny du trust Ducellier-Bendix-Air-Equipement, dont les unités de Beauvais (DBA et DBA Lookeed), Vitry (DBA), Ducellier (Angers et Issoire) sont successivement entrées en lutte depuis le printemps, vient de partir en grève avec occupation ! C'est pour les conditions de travail et 200 francs pour tous que l'action s'est engagée, peu après la victoire des camarades de DBA-Aillone que le Quotidien rapportait cette semaine.

Correspondant Bobigny

## LA LUTTE SE RENFORCE CHEZ CLARK (Strasbourg).

Les travailleurs ont pris un certain nombre de décisions pour renforcer la lutte : des équipes de garde pour la nuit ont été mises sur pied, des groupes de surveillance sillonnent toute l'usine. Les grévistes ont discuté avec ceux qui sont encore trompés pour qu'ils rejoignent la lutte. Cette initiative a déjà porté ses fruits. De nombreuses délégations d'usines sont attendues. Des grévistes sont partis avec les travailleurs de Siemens à Haguenau, à une vingtaine de kilomètres de Strasbourg (ils ont manifesté en ville mercredi pour l'indemnisation des heures chômées). Les travailleurs de chez Clark craignent une citation en référés des délégués ce lundi. Si cela se produit, ils ont décidé d'y aller massivement, avec les femmes et les enfants, pour les soutenir.

Correspondant de Strasbourg

## HÔPITAL DE BESANCON : CONTRE LE LICENCIEMENT D'UNE AUXILIAIRE.

Gisèle Burk est depuis trois ans fille de salle au Centre Hospitalier Régional de Besançon, et toujours fille de salle. Elle vient de recevoir une lettre «légale» de «fin de contrat» après de mauvais rapports des surveillantes. Ce licenciement, tous les employés le voient bien, vient après d'autres licenciements et sera suivi d'autres. Pour ceux qui restent, c'est l'augmentation des cadences.

Nous obtiendrons la réintégration de Gisèle, sa stagiarisation, sa titularisation. Le Comité de Lutte Contre le Chômage (CLCC), nous aidera sur notre lieu de travail.

Correspondant Hôpital de Besançon

## OCCUPATION DE LA VISSERIE BTR A CLICHY.

Après la réduction des horaires, c'est maintenant la menace de licenciements chez BTR à Clichy. Les travailleurs ont décidé d'occuper leurs locaux de travail, depuis le 21 novembre, pour s'opposer aux licenciements.

## ANGOULÈME : DES CENTAINES DE VITICULTEURS MANIFESTENT.

Plusieurs centaines de délégués des viticulteurs charentais ont manifesté le 27 novembre à Angoulême, pour exiger la réduction de 50% de leurs impôts. Malgré la présence d'importantes forces de police, ils sont allés jusqu'à la préfecture.

## DEBRAYAGES AUX ARCT DE ROANNE.

Les 3 000 travailleurs des métiers à tisser ARCT à Roanne se sont mis en grève et ont occupé leurs ateliers toute la journée de jeudi, et cela pour la deuxième fois en 8 jours. Ils exigent l'annulation des 160 licenciements prévus dans le cadre de la restructuration du groupe, la garantie de l'emploi, et le maintien des avantages acquis dans les différentes usines regroupées dans le nouveau holding.

# KELTON - JACQUES BOREL

## A TRAVAIL ÉGAL, SALAIRE ÉGAL.

Alain, plongeur, raconte : «Nous sommes 33 à la cantine de l'usine Kelton, Besançon. L'autre jour, un gars se fait ébouillanter en versant une sauce, la manivelle de la cuve était cassée, un autre s'est ouvert le pied. Depuis trois mois, il y a une fuite de gaz, pas de réparation. Depuis l'an passé, la moitié d'entre nous est payée par Kelton, l'autre par Jacques Borel, 10 % de moins que ceux de Kelton : un cuisinier Borel avec un CAP, un an d'ancienneté, gagne à peine 1400 F pour 42 h. On demande donc l'égalité des salaires, 100 F de rattrapage pour tous, 3 % d'augmentation et l'embauche de personnel.

Quelles sont les formes de lutte ?

On a occupé la cantine, séquestré le directeur des relations sociales qui fut retenu pendant 15 heures. Le patron a riposté en amenant des jaunes, des intérimaires et des gorilles venus de Reims, et Strasbourg. On ne s'est pas découragé. On a occupé les réserves et encaissé directement le prix des repas. C'est comme ça qu'on a fait l'unité avec les ouvrières de l'usine Kelton, on leur a fait payer 5 F le repas au lieu de 8 F. Avec les ouvrières de l'usine, on lutte pour

C'était en 1973



que le patron paye une partie du prix du repas, comme à la Mutualité Agricole.

Avez-vous contacté les autres employés de Borel ?

Oui, on est monté à Paris, avec la fédération de l'alimentation CFDT. Bien reçus, mais rien n'a changé. Cependant à la cantine Borel de l'usine Thomson de Gennevilliers, il y a une grève reconductible. Sur Besançon, on essaie d'avoir des contacts avec les cantines de l'usine Weil, de la Cedis, du restaurant inter-entreprise et des Ursulines. On va continuer malgré les obstacles mis par les patrons.

Quels sont vos problèmes actuellement ?

Ce qu'il nous faut, c'est une solidarité pour tenir : ce mois-ci, on ne va pas faire plus de 100 à 150 F pour le mois chacun : Hier soir, à la soirée CFDT sur le Portgail et les CIP-Bailleul, on a récolté 2080 F ! On a déjà fait des collectes à Kelton et dans la zone industrielle. Unimel en propose une et le 2 décembre, on pense organiser cela.

On fait appel à tous les lecteurs pour nous soutenir en luttant aussi dans les restaurants Borel, et par des collectes envoyées à la CFDT Kelton, 3, rue Champron.

# un mort sur le chantier de l'unesco

## «C'EST TOUJOURS VITE, PLUS VITE... C'EST POUR ÇA QUE NOTRE CAMARADE EST MORT»

Mercredi matin vers 11h15 sur le chantier de l'Unesco, rue Jean Daudin dans le 15<sup>e</sup>me. Des ouvriers sont occupés à déplacer une plate-forme du 3<sup>e</sup>me vers le 4<sup>e</sup>me avec un treuil placé plus haut.

Dans le même temps, quatre de leurs camarades préparent un chargement en bas. Soudain, le plateau heurte un montant, les arrimages cassent, et le plateau tombe sur les travailleurs. L'un d'eux, un jeune ouvrier Malien est tué sur le coup, la tête écrasée, un autre est sérieusement blessé.

Aussitôt patrons, flics, inspecteur du travail arrivent et racontent leurs habituelles salades : «C'est la fatalité, et puis le

manque d'expérience des intérimaires». Le patron pousse même le cynisme jusqu'à déclarer : «Il ne faut pas se laisser abattre ! Ce n'est pas de chance, mais il faut faire plus attention. Travailler vite, mais faire attention !».

La colère était grande mercredi. Aussitôt après l'accident, tous les gars ont spontanément arrêté le boulot et sont rentrés chez eux. Pour eux, les choses sont claires : «On était tout juste le compte pour faire la manœuvre. Mais pour aller plus vite il faut prendre des cordes pas assez solides ou usées et rapidement attachées. Les copains, ils n'auraient jamais dû se trouver sous la charge mais

c'est toujours pareil, il ne faut pas perdre de temps. C'est toujours comme ça ici ! Ils ne peuvent pas nous adresser la parole sans gueuler. C'est toujours : vite, plus vite, alors, qu'est-ce que vous foutez ? Ça n'avance pas ! C'est pour ça que notre camarade est mort ! Dernièrement, afin de gagner 5mn, le chef de chantier a interdit aux gars de casser la croûte dans la baraque au chaud. Maintenant, il faut manger sur le tas, dans les courants d'air !».

C'est encore une fois le rendement, la soif de profit des capitalistes qui a tué un travailleur.

Gérard PRIVAT

# LES TRAVAILLEURS DE METRIX (Annecy) CONTRE LE TRUST ITT !

Après un blocage de pouvoir d'achat depuis un an, les travailleurs de Métrix (Annecy), département de la SPI-ITT, ont élaboré lors du débrayage de la journée d'action métallurgie du 5 novembre un cahier revendicatif, exigeant :

- 100 francs d'augmentation pour tous.
- Une revalorisation et promotion des OS.
- 150 francs de prime de vacances et la 5<sup>e</sup>me semaine de congés.

Suite aux réponses négatives de la direction (celle-ci proposant en revanche une «enveloppe de fin d'année», à la tête du client !), c'est la grève illimitée qui a été votée le 18 novembre.

Depuis, «la direction a employé tous les arguments possibles, et souvent puérils, pour retarder l'ouverture de véritables négociations», comme le précisent les délégués CGT et CFDT de Métrix en indiquant que le patron s'en prenait particulièrement «au piquet dissuasif et à l'affichage, expression des travailleurs en lutte», et exigeait «comme préalable la participation de la CGC aux négociations»... Les ridicules propositions de la direction (1% d'augmentation, «au mérite») faite le 21 novembre n'ont pas entamé d'un pouce la détermination des travailleurs.

Dans un communiqué, les syndicats CGT et CFDT de l'entreprise annonçant la mise en place d'un Comité de grève concluaient : «La direction de Métrix doit comprendre que les travailleurs en grève refusent de payer la crise»; il a été décidé de poursuivre la lutte jusqu'à ce que la direction satisfasse les revendications légitimes des travailleurs d'ITT-Métrix !

histoire du mouvement ouvrier

# L'ALBANIE SOCIALISTE A 31 ANS

par Camille NOËL

Hier, la République Populaire d'Albanie fêtait le trente et unième anniversaire de la Libération de l'Albanie du joug fasciste. La République Populaire d'Albanie est un pays socialiste, où la classe ouvrière, guidée par le Parti du Travail, dirige toute la vie du pays.

Nous avons retenu deux aspects de la société socialiste en Albanie : d'abord, le contrôle ouvrier, qui, dans le cadre de la dictature du prolétariat, permet à la classe ouvrière d'exercer son pouvoir dans tous les domaines.

Ensuite, la lutte exemplaire pour l'émancipation

complète de la femme qui se mène en Albanie. On pourra constater le chemin déjà parcouru par cette lutte de tous les jours, depuis 1945. A cette époque, encore, dans certaines régions de l'Albanie, lorsqu'il se mariait, l'homme recevait de son beau-frère un fusil avec une balle pour le cas où sa femme serait désobéissante. Depuis la Libération, le PTA a mené la lutte contre de telles conceptions archaïques : une lutte qui continue encore, car on ne change pas facilement la mentalité et les survivances idéologiques de l'Ancien Régime.

## UNE AMIE DE L'ALBANIE NOUS PARLE DE L'ÉMANCIPATION DE LA FEMME

Jeannine s'est depuis longtemps, intéressée à la lutte pour l'émancipation de la femme en Albanie. Reçue plusieurs fois en Albanie par l'Union des Femmes, elle n'a cessé de faire connaître en France, par ses ouvrages et ses conférences, cette lutte exemplaire. (propos recueillis par Camille Noël)

Il y a très souvent des crèches dans les usines ou dans les coopératives agricoles. La même chose pour les jardins d'enfants et les écoles maternelles. Il y a aussi la prise en charge collective des enfants par le voisinage.

QdP : Comment résoud-t-on le problème de la double journée de travail ?

## le contrôle ouvrier

Les représentants du Ministère de l'Industrie et des Mines se sont rendus dans une mine de chrôme au Nord-est de l'Albanie, et ils ont posé la question aux ouvriers : « Croyez-vous que soit indispensable la direction générale de la production des mines de chrôme et doit-elle continuer à exister ? » Spontanément, les ouvriers ont répondu aux représentants du ministère : « Quand vous avez créé cette direction, vous ne nous avez pas consultés ; et maintenant que vous êtes conscients que cet organisme est inutile, pourquoi nous posez-vous la question de sa suppression ? ». C'est par cette anecdote que commençait, le 3 avril dernier, l'édition du ZERRI POPULITT. Il avait pour titre une citation d'Enver Hoxha : « Lorsque la classe ouvrière parle, le bureaucratisme se tait ; lorsque la classe ouvrière se tait, le bureaucratisme relève la tête ».

### DES CADRES RENVOYÉS À LA PRODUCTION

Cette article est à l'origine d'une grande campagne de relance du contrôle ouvrier contre le bureaucratisme, qui n'a épargné aucune usine ou coopérative agricole, ni même aucune institution centrale, tels les ministères. Partout, les ouvriers ont revu le fonctionnement de leurs usines, en vue, notamment, de supprimer des postes administratifs jugés superflus ou indispensables à la bonne marche des entreprises et de certaines administrations. A l'usine Traktori de Tirana, les ouvriers ont formé, avec des délégués de tous les ateliers, un groupe de contrôle ouvrier chargé d'inspecter les services administratifs. Le groupe a passé plusieurs journées avec les cadres de l'entreprise, vérifié leurs horaires, leurs tâches et leur accomplissement, pour finalement prendre conscience que les cadres en surnombre, nuisaient à l'efficacité de l'entreprise. Le groupe de contrôle ouvrier a fait connaître ses conclusions dans les ateliers, lors d'assemblées (une assemblée générale de tous les ouvriers étant rendue impossible par le travail en postes). Les ouvriers ont été d'avis de réduire de moitié le nombre des cadres et de fusionner les services administratifs chargés des fournitures à l'entreprise et de la vente des produits. Les cadres ainsi déchargés de leurs soucis administratifs sont aujourd'hui à la production.

### SOCIALISME OU BUREAUCRATIE ?

Traktori n'est pas une usine d'avant-garde. C'est une usine comme les autres. Comme toutes celles qui, aujourd'hui, lut-

tent contre les manifestations de bureaucratisme dans les entreprises. Mais la classe ouvrière albanaise est consciente que sa lutte, incessante et de tous les jours, ne doit pas se limiter à l'inspection des ministères ou des services administratifs des usines, coopératives ou fermes d'Etat. Derrière la paperasserie, les réunions stériles, la pratique qui veut que tout problème ne reçoit sa solution que dans les bureaux, dans le gonflement des listes de personnel, il y a une question fondamentale : celle du pouvoir. Lorsque la classe ouvrière albanaise combat le bureaucratisme, elle lutte pour la sauvegarde de son pouvoir ; car elle sait que les conceptions bureaucratiques qui veulent que les appareils d'Etat et leurs employés fassent la loi, dictent et décident de tout, tandis que la classe ouvrière n'est bonne qu'à produire sous les ordres et les diktats des cadres et contremaîtres, ces conceptions sont incompatibles avec l'Etat socialiste des ouvriers et des paysans. Cet Etat, dit Enver Hoxha, « se

l'université des Sciences de Tirana, la majorité des cadres, actuellement, tend à devenir des ouvriers formés dans leur usine.

De même, la rotation des cadres est essentielle à la lutte contre les préjugés individuels : dans les ministères et organes centraux de l'Etat, un cadre ne reste jamais plusieurs années de suite au même poste. Il ne peut donc nourrir d'illusions sur son caractère indispensable. Surtout l'envoi à la base de cadres dotés d'expérience et de qualification permet de faire bénéficier les travailleurs de leurs connaissances et de leurs expériences. Ainsi récemment, les ouvriers et les cadres du combinat textile « Mao-Tsé-Toung » ont apporté de nombreux aménagements à leurs machines.

### LE CONTRÔLE OUVRIER ET LE SOCIALISME

Car tel est bien, en dernière instance, l'enjeu de la lutte contre le bureaucratisme : il s'agit, par tous les moyens, de



les «feuilles-foudre» : développer la critique et l'autocritique

guide sur le principe selon lequel ce sont les masses du peuple qui créent, qui édifient et transforment le monde et la société ; tout le mérite revient aux masses et non pas aux individus, si éminents, instruits et habiles soient-ils.»

### LE CONTRÔLE OUVRIER ET LES CADRES

Aussi la classe ouvrière albanaise s'est-elle donné les moyens de lutter contre la formation d'une couche bureaucratique de cadres coupés des ouvriers, qui pourraient à la longue empêcher ces derniers d'exercer leur pouvoir. Reprenant une expérience positive de la Commune de Paris, les camarades albanais ont réduit les traitements des cadres : le rapport des salaires entre cadres et ouvriers varie de 1 à 2,5, et cette différence va s'amenuisant par l'élévation des salaires les plus bas. Beaucoup de cadres sont élus par les ouvriers, et comme toute grande unité de production possède une antenne de

briser la division entre le travail manuel et le travail intellectuel, entre les villes et les campagnes, pour que l'imagination mais aussi les capacités de direction politique de la classe ouvrière puissent s'exercer. Cet été, des ouvrières du combinat Mao-Tsé-Toung ont volontairement quitté leur usine, pour aller s'installer à la campagne, aider la paysannerie des coopératives et fermes d'Etat. Cette même usine qui a vu des innovations technologiques apportées par le travail conjoint cadres-ouvriers, est celle dont les ouvriers sont à la campagne, pour y faire part de leur expérience et aider la paysannerie à développer le socialisme. A un visiteur étranger qui marquait son étonnement admiratif devant les réalisations du contrôle ouvrier dans le combinat, une ouvrière répondait : « La défense et la consolidation de la dictature du prolétariat, son perfectionnement continu, conformément aux transformations que connaît la vie du pays, c'est la tâche principale qui se pose aux révolutionnaires. »

QdP : On assiste depuis 1967 à une véritable lutte pour l'émancipation complète de la femme albanaise. Peux-tu nous expliquer comment cette lutte se mène actuellement ?

J. : Elle se mène grâce à l'Union des Femmes d'Albanie. L'UFA regroupe, sur la base de l'adhésion volontaire, la majorité des femmes. C'est un mouvement de toutes les femmes, qui se propose de travailler à leur émancipation. Ce mouvement existe depuis la libération et il est issu du Mouvement des Femmes anti-fascistes. Car les femmes ont joué un très grand rôle dans cette lutte de libération.

Quand un problème surgit, les femmes saisissent l'union des femmes, mais aussi, selon leurs lieux de travail, les unions professionnelles dans l'usine ou le Front Démocratique dans le quartier. En sorte que les problèmes des femmes ne sont jamais isolés, mais toujours élargis à des problèmes de société. L'UFA a son journal, dont elle se sert pour populariser les expériences positives, mais aussi les exemples négatifs, dans les usines ou les quartiers. Tout repose sur le principe d'émulation.

QdP : Peux-tu préciser l'intervention de l'UFA dans les usines ?

J. : Dans le cadre de l'usine, le Conseil des Femmes veille à ce que les droits des femmes soient respectés : la législation du travail prévoit certains aménagements, pour les femmes. Ainsi, dans une usine où l'on fabrique des glaces, on avait fait appel à des ouvrières qui ne pouvaient participer à la manipulation et au transport des glaces, à cause du poids. Le Conseil des Femmes s'est réuni, a discuté du problème et on a alors morcelé ces vitres pour que les femmes puissent travailler comme les hommes. On recherche l'égalité dans les possibilités, et dans les droits, pour que chacun puisse s'exprimer tel qu'il est.

QdP : Comment l'UFA lutte-t-elle pour que les femmes qui travaillent puissent aussi remplir leur rôle de mère ?

Tout est fait pour qu'on puisse être à la fois ouvrière et mère, ce qui chez nous est très compliqué. Tout est fait aussi pour qu'on puisse être ouvrière et épouse, c'est-à-dire être déchargé d'une partie des tâches ménagères : il y a des réseaux de blanchisseries, restaurants, etc, toujours à des prix modiques. Il

Pour lutter contre la double journée de travail, on a procédé par étapes : d'abord la multiplication des crèches et des jardins d'enfants. La socialisation de l'économie domestique est intervenue beaucoup plus tard. Il y avait des résistances de la part des hommes, qui croyaient encore que la femme devait assumer, à elle toute seule, les tâches domestiques. Quand il y a eu lutte pour le juste partage des tâches ménagères entre les hommes et les femmes, alors on a vu les hommes se faire les ardents propagandistes de la socialisation des tâches ménagères, car ils avaient enfin découvert ce qu'était la double journée de travail. Mais les femmes aussi avaient de vieilles conceptions, selon lesquelles elles devaient tenir le ménage, en décharger l'époux etc... Il a donc fallu, là aussi, un long travail d'explication auprès des hommes et des femmes. La presse de l'UFA a beaucoup joué par cela.

QdP : Quelles sont les orientations actuelles de la lutte pour l'émancipation de la femme en Albanie ?

La phase actuelle se caractérise par la conquête de l'égalité. Il faut qu'il y ait proportionnellement autant d'hommes que de femmes dans les organes du pouvoir, à tous les niveaux. Les femmes ont leur place en première ligne. Comme le dit Enver Hoxha, parce qu'elles ont été très longtemps dominées, elles ont moins l'instinct de domination et le sens de la conservation ou le goût du privilège. Et au niveau des luttes actuelles, elles luttent pour l'édification d'une société socialiste exemplaire qui, à mon avis, sera une leçon pour toutes les femmes du monde, car cela les concerne toutes.

A l'occasion du 31<sup>e</sup> anniversaire de l'Albanie Socialiste, les Amitiés Franco-Albanaïses organisent un grand meeting

VENDREDI 5 DECEMBRE 1975  
à la Mutualité, à 20 h 30

Sous la présidence du professeur Milliez. En présence de son Excellence l'Ambassadeur de la République Populaire d'Albanie en France.

Expositions, films inédits, vente d'artisanat, exposition de caricatures albanaïses.

AFA-84, rue de Ménimontant  
75020 PARIS

## Basket-Ball L'ÉQUIPE ALBANAISE «PARTIZANI» RENCONTRE «L'ASPO» DE TOURS



Les équipes échangent des cadeaux

Le drapeau albanais flottait mercredi devant le palais des sports de Tours. L'équipe de basket-ball «Partizani» de Tirana jouait le match retour avec l'ASPO de Tours. Au match aller, à Tirana, «Partizani» qui est la meilleure équipe albanaise, avait battu l'ASPO par 83 à 80. Ce match comptait pour la 8<sup>e</sup> finale de la Coupe d'Europe. Même si l'ASPO prit sa «revanche» mercredi soir en remportant le match par 101 à 76, c'est avec crainte, comme le témoignait toute la presse sportive que les Tourangeaux se sont affrontés aux Albanais, qui se sont battus jusqu'à la dernière minute. Beaucoup de spectateurs ont été émerveillés par la technique et la précision du jeu de leurs visiteurs. L'équipe «Partizani» compose en grande partie la sélection nationale albanaise (qui a été un adversaire inquiétant pour la meilleure équipe nationale yougoslave et qui a mis plus d'une fois en péril ou en échec au championnat d'Europe B la Suède, la Pologne, la Grèce). Ces résultats de plus en plus

satisfaisants ne se constatent pas seulement dans le basket, c'est tout le sport albanais qui est en progression, l'équipe de tir par exemple fait partie des meilleures équipes du monde. Le sport albanais connaît ces succès parce qu'avant tout il a un caractère de masse : il permet de maintenir le peuple albanais en bonne santé pour construire le socialisme et défendre le pays contre toute agression. L'équipe «Partizani» explique qu'en Albanie il n'y a pas de joueurs professionnels, ils travaillent comme tout le monde, si ce n'est deux heures par jour sur le temps de travail, qui sont consacrées au sport.

Il n'y a donc pas en Albanie d'importation ou d'exportation de joueurs, l'équipe est réellement albanaise (l'ASPO a acheté plusieurs joueurs américains pour améliorer sa qualité !). La venue de l'équipe a permis aussi aux Tourangeaux de connaître mieux l'Albanie, et ne peut que développer l'amitié entre le peuple de France et le peuple d'Albanie.

José GARCIA

vendredi soir sur Antenne 2

## "ces grappes de ma vigne"

Antenne 2 diffuse tous les vendredis soir, le feuilleton en 5 épisodes «Ces grappes de ma vigne», d'après le roman de Gaston Baissette. L'épisode d'hier soir raconte comment en maintenant les plants de vigne sous l'eau on les préserve du phylloxéra. Le feuilleton passe sous silence les conséquences de cette maladie du vignoble ainsi que le contexte dans lequel tout cela s'est passé. Tout d'abord, le phylloxéra est apparu à partir de 1863. A l'époque, dans le Languedoc, c'est le métayage qui prédomine, c'est-à-dire que la plupart des paysans ne sont propriétaires ni de leurs terres, ni de leurs outils, et doivent fournir une quantité fixe de leur récolte aux propriétaires.

Une prolétarianisation de la région est déjà en cours ; avec l'introduction du chemin de fer qui désenclave la région et y introduit des produits industriels bon marché, l'artisanat local est en voie de disparition.

Arrive le phylloxéra. Le vignoble est la seule production que la bourgeoisie des villes a maintenu. Ce sont les vignobles sur terres sèches qui sont atteints et on s'aperçoit qu'une fois immergés, les plants ne craignent rien. Ce qui se passe alors, c'est un déplacement de l'ère géographique. Avec des plants croisés, principalement avec des plants américains, dans les

plains et aux bords des rivières naît une culture spéculative, un nouveau vignoble qui produit du vin de teneur en alcool moins grande et de meilleure qualité que celui produit en montagne qui servait principalement au coupage. Beaucoup de



métayers sont donc obligés de descendre dans les plaines. Là, ils ne trouvent que des emplois, d'ouvriers agricoles lorsqu'ils ne deviennent pas ouvriers dans l'industrie qui se construit alors autour du nouveau marché national du vin.

Voilà ce qu'il faut savoir lorsqu'on regarde le feuilleton. Le phylloxéra n'a fait qu'accroître la prolétarianisation, l'exode rural que la bourgeoisie impulsait déjà depuis plusieurs années.

Claude VILLARD

### feuilleton

# LIEVIN : LE MINEUR ACCUSE

de Guy Mory et Jean-Paul Gay

Il y a bientôt un an 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête se mettait en place. Son travail conduisit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée. Jean Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec les mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.

### SILICOSE DES MINEURS TÉMOIGNENT

«Après la Libération, on nous faisait travailler comme des fous pour des vélos ou des cochons... résultat : j'ai été silicosé à 25 ans... Aujourd'hui, je suis reconnu silicosé à 20%... et je travaille au fond.

Je suis sourd, je n'entends pas même le réveil, avant ils nous faisaient travailler sans casque sur les oreilles... ils ne veulent pas reconnaître ma surdité... J'ai écrit des tas de papiers, ils m'ont répondu que la surdité n'était pas assez forte pour avoir droit à quoi que ce soit, il faudrait que je renvoie des tas de papiers, que ça dure des années... ils attendent que je sois complètement sourd pour me reconnaître !»

un mineur de la fosse 7

«Mon mari est mort à 48 ans, silicosé à 100%. Il avait été reconnu silicosé à 30% seulement 3 ans avant de mourir. Dès

qu'il a été pensionné, il s'est alité jusqu'à sa mort.

J'ai 6 enfants dont 2 sont handicapés (trop faibles physiquement). Mon fils qui a 18 ans ne peut pas parcourir 100 mètres à vélo sans être épuisé, il ne pourra jamais travailler. Depuis la mort de mon mari, je touche 2240 F par trimestre des Houillères pour 7 personnes à nourrir, plus 1300 F par mois des allocations familiales. J'ai encore 3 enfants en bas âge.

«Mon mari était pensionné à 10%, on a été voir un médecin payant et après il a eu 45%. Le médecin payant lui a dit qu'il lui donnerait 20% de plus...

Derrière chez moi, un mineur avait eu 15% au début, il avait jamais voulu aller chez le médecin. On voyait bien qu'il avait plus, on aurait dit qu'il sortait de Buchenwald, il n'avait plus que la peau et les os. Il a été à l'hôpital 2 jours, il est mort tout de suite. Le professeur de l'hôpital à Arras a fait un papier de 100% à sa femme sans même l'autopsier.

Un gars était à 90 ou 100% mais il buvait pas mal. Quand il est mort, ils ont dit à l'hôpital qu'il était mort de cirrhose, alors sa veuve n'a rien eu.

Si jamais un mineur silicosé meurt d'hémorragie, ce n'est pas reconnu. Une voisine a été obligée de ne pas appeler le médecin car son mari avait de l'hémorragie alors qu'il était silicosé à plus de 80%.

une femme de mineur pensionné

«Avant de passer à l'expert, on vous fait déshabiller dans une



pièce puis, on vous fait assoir sur un banc. Il y a toujours les 2 battants de porte qui s'ouvrent. Un malade qui rentre. C'est plein de courants d'air.

Certains viennent avec leur femme parce qu'ils ne peuvent plus marcher. J'ai vu des gars là, recroquevillés, leur capote sur leurs épaules, et qui ne pouvaient plus bouger. Et quand il fallait se lever, il en fallait deux pour les lever, les mener jusqu'à la porte du docteur, «Monsieur l'expertise».

Après, on nous donne un ordre de venir par ici. On vous fait passer au sous-sol. On vous fait mettre devant un appareil, on vous pince le nez pour que vous respiriez avec la bouche. On vous fait respirer ainsi le temps que ces messieurs soient en place, bien assis, bien au chaud. Pendant ce temps-là, vous êtes toujours torse nu avec une pince au nez. Quelqu'un qui est silicosé ne peut pas attendre longtemps comme ça. 3 fois, j'ai arraché la pince. Ensuite, on vous fait souffler dans un ballon, c'est pour voir combien il

peut encore tenir d'air dans nos poumons. On nous dit : «Soufflez à fond», mais, quand on est silicosé on ne peut plus. Le mineur silicosé qui souffle à fond, il devient bleu. C'est inadmissible, inadmissible. Et souffler à fond, ça fait surestimer la capacité réelle de vos poumons. Quand on respire normalement, on ne souffle pas à fond.

L'avant-dernière fois, c'était : à surveiller, «à surveiller» : c'est à croire que vous êtes déjà bien atteints. Il faut compter entre 5 et 8%, peut-être plus. J'ai des points blancs. Vous n'arrivez plus à respirer, surtout le matin. Quand vous mettez les 2 pieds à terre, vous crachez comme des billes. Vous n'arrivez pas à respirer.

Un jour, pour une visite, on m'a fait déshabiller, tout nu. J'ai demandé pourquoi ? L'infirmier m'a dit : «c'est pour pas salir la table». Pour les Houillères, le mineur c'est ni plus ni moins qu'une saloperie !»

un bowetteur silicosé du 7 d'Avion. (à suivre)

### programme

SAMEDI 29 NOVEMBRE

TF 1  
14 h 35 - SAMEDI EST A VOUS  
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
19 h 45 - LA VIE DES ANIMAUX  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - NUMERO 1 : ENRICO MACIAS  
21 h 30 - PEYTON PLACE  
22 h 15 - CATCH  
22 h 50 - JOURNAL

A 2  
14 h 05 - SAMEDI DANS UN FAUTEUIL  
18 h 00 - PEPLUM  
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
19 h 45 - Y'A UN TRUC  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - LE DOCTEUR NOIR mélodrame  
22 h 05 - DIX DE DER  
23 h 25 - JOURNAL

FR 3  
19 h 40 - UN HOMME, UN ÉVÉNEMENT  
19 h 55 - FLASH JOURNAL  
20 h 00 - THALASSA  
20 h 30 - LE BŒUF SUR LE TOIT  
21 h 40 - LETTRES DE PARIS ET D'AILLEURS  
22 h 40 - JOURNAL

DIMANCHE 30 NOVEMBRE

TF 1  
13 h 20 - LE PETIT RAPPORTEUR  
14 h 05 - LES RENDEZ-VOUS DU DIMANCHE  
15 h 45 - DIRECT A LA UNE sports  
17 h 05 - PAS D'ESCALE POUR LE VOL O8 film am.  
18 h 45 - ANIMAUX DU MONDE  
19 h 15 - LES FAUCHEURS DE MARGUERITES feuilleton  
19 h 45 - JOURNAL  
20 h 30 - ECHAPPEMENT LIBRE  
\* fr. de Jean Becker (64)  
22 h 10 - RECHERCHE D'UN HOMME  
23 h 10 - JOURNAL et fin

A 2  
14 h 50 - HEC RAMSEY western  
16 h 20 - COURT METRAGE  
18 h 30 - SPORTS SUR L'A 2  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - SYSTEME 2  
21 h 40 - LES ILLUSIONS PERDUES d'après Balzac.  
23 h 25 - JOURNAL et fin.

FR 3  
18 h 50 - SPECIAL D.O.M.-T.O.M.  
19 h 00 - LA CLOCHE TIBETAINE  
19 h 55 - SPECIAL SPORTS  
20 h 05 - LES SECRETS DE LA MER ROUGE feuilleton  
20 h 30 - BEJART ET L'EPHEMERE  
22 h 00 - JOURNAL et fin.

### notre sélection télévision

\*Le dimanche soir, TF1 programme régulièrement un film «drôle». Avant une nouvelle semaine de boulot, il s'agit de nous donner une vision optimiste des choses. Elle nous croit bien dupe !

C'est «Echappement libre» de Jean Becker qui sera diffusé à 20h30. Dans le genre, il est moins mauvais que ceux de ces derniers jours. Il met en scène Belmondo dans une histoire de trafic d'oracabourant et dans le rôle de l'«aventurier sympathique».

Du pays basque :

# l'indulto, c'est moins que des miettes

J'ai rencontré dans une ville d'Euskadi un militant du MCE récemment sorti de prison. Son histoire est celle de milliers de militants arrêtés dans le cadre de la loi anti-terroriste...

«J'ai été arrêté dans une raffle à la suite d'une manifestation contre les peines de mort de Txiki et de ceux du FRAP, une de ces manifestations comme il y en a eu dans toute l'Espagne : là il y avait plus de mille personnes et des tracts ont été distribués pour appeler à la grève générale pour les jours suivants. Tu vois, c'est formidable de penser combien depuis un an la conscience du peuple s'est développée, et se traduit en grèves politiques. Ce n'est pas encore partout comme ça. Dès mon arrivée au commissariat, j'ai subi le premier interrogatoire, 1 heure et demie, puis 6 autres, avec à chaque fois des coups pour faire avouer que j'avais participé à la manifestation ; j'ai fini par avouer. Au bout de quelques jours, avec les mêmes traitements, on a voulu me faire reconnaître mon appartenance au MCE et on m'a même sorti un fichier de noms avec ma photo dedans. Cette fois, j'ai tenu bon, j'ai résisté de toutes mes forces et ils ont fini par me laisser. Après ça, je suis resté plusieurs jours en état d'incommunication totale avec l'extérieur. C'est peut-être le moment le plus dur, car on ne sait rien, c'est le silence.



un contrôle permanent. Ici, à la sortie de l'usine SEAT, à Barcelone

Remarque, le moral est bon en prison : deux fois par semaine, on faisait des sortes d'assemblées générales de tous les prisonniers politiques, et on discutait de la situation, des nouvelles ; chaque organisation présente, explique sa ligne ; d'autres la critiquent : ainsi la prison est une véritable école politique, particulièrement précieuse pour les inorganisés. On a aussi une bibliothèque où l'on peut en principe, trouver tous les livres «légaux» en Espagne.

Jelui ai demandé ce que disaient les gens pendant l'agonie de

Franco, et ce qu'ils attendaient de Juan Carlos.

«La première fois où on a annoncé la mort de Franco, j'étais encore en prison ; on l'a appris par les avocats et tout le monde s'est mis à chanter, à sauter de joie. Mais ce n'était pas vrai. Ce qu'allait faire Juan Carlos ? Quand je suis sorti de prison, tout le monde en parlait ! Les ouvriers disent qu'il ne va pas pouvoir continuer avec une main de fer comme Franco ; depuis 4 ou 5 ans, plus la répression est forte, plus la conscience révolutionnaire augmente. A ce rythme, le peuple va bientôt sortir en armes dans la rue, en Euzkadi. Tu vas voir, il va bientôt y avoir des grèves impor-

tantes en décembre, rappelle-toi la grève générale du 11 décembre dernier. C'est le mois où se renouvellent les conventions collectives, mais surtout ce sera des grèves pour les libertés démocratiques, le peuple est uni pour lutter contre le fascisme, pour la liberté d'expression, le droit de grève, la dissolution des corps répressifs et les représailles contre les criminels fascistes, pour le droit à l'auto-détermination, pour que l'«euskera», notre langue, soit une langue officielle. «Le peuple sait que Juan Carlos, c'est la continuation du franquisme, mais ce n'était pas encore très clair ni très palpable. Bien sûr, on ne l'admet pas comme moi, mais il y avait pas mal de gens qui pensaient qu'il ne pourrait pas faire moins que de prononcer l'indulto jusqu'à 6 ans, ne serait-ce que pour faire semblant d'avoir un peu de décence. Oh ! ils ne se faisaient pas d'illusion sur l'amnistie, ils savaient bien qu'il n'y en aurait pas. Mais là, même les plus petites espérances ont été déçues. Quand tu penses qu'avec la loi anti-terroriste, les peines sont systématiquement majorées, qui va bénéficier de l'indulto ? Les prisonniers de droit commun, c'est tout ! Tiens, je vais te donner un exemple : avant, pour délit d'association ou propagande, on prenait 2 ans ; maintenant, la peine est au minimum de 4 ! L'indulto de Juan Carlos, c'est moins que des miettes...»

ARAFAT A MOSCOU : DES CONTRADICTIONS INSURMONTABLES.

A l'occasion de la visite de Yasser Arafat, président de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), l'agence Tass a publié une interview jeudi matin. L'après-midi l'interview était publiée à nouveau, mais modifiée. Le titre, qui le matin était «Une visite utile» devenait l'après-midi «Entretien avec Yasser Arafat». Par ailleurs étaient éliminés les passages qui laissaient croire à une complète identité de vue entre l'OLP et l'URSS.

De telles modifications ne sont pas fortuites. L'URSS tente en apportant un «soutien» à la résistance palestinienne, après l'avoir pendant des années dénoncée, de lui imposer la reconnaissance de l'Etat d'Israël. C'est une contradiction insurmontable entre l'URSS et la Résistance Palestinienne : tout le combat du peuple palestinien est fondé sur sa volonté de détruire l'Etat raciste d'Israël et d'instaurer une Palestine démocratique et laïque. Telle est la limite aux ambitions soviétiques de contrôler le combat de la Résistance Palestinienne.

● Un commando de la Résistance Palestinienne a détruit au cours du week end dernier, l'usine d'assemblage d'avions de Zakharia, près de El Qods (Jérusalem). Les fedayin avaient installé une bombe incendiaire à retardement dans un dépôt de l'usine, mettant le feu au bâtiment et causant de graves dégâts à l'ensemble de l'usine.

LES NEGOCIATIONS SOVIÉTO-EGYPTIENNES SUR LA DETTE SONT INTERROMPUES.

Les négociations sur la dette égyptienne ont été interrompues après que l'URSS ait refusé d'accorder un délai de grâce de 10 ans et d'échelonner les remboursements sur 30 ans. Selon Al Ahrâm, les soviétiques exigent que toute dette soit remboursée dans un délai de 20 ans et que les remboursements commencent immédiatement. La dette militaire de 3 milliards de dollars, selon les chiffres le plus couramment cités, est notamment le résultat des livraisons d'octobre 1973. Par ce moyen l'URSS poursuit sa politique de diktat et de chantage sur l'Egypte. La politique de Sadate qui recherche l'appui américain ne libère pas l'Egypte de ce chantage. Au contraire, les Etats-Unis utilisent également leur aide comme moyen de pression, comme l'ont montré les accords sur le Sinaï.

BREJNEV : LE DOIGT SUR LA DETENTE(3).

«Que peuvent-ils proposer aux peuples, les ennemis de la détente ? (...). Une seule chose : le retour à la guerre froide et à un jeu de balancier de plus en plus dangereux au seuil d'une guerre chaude. Il n'existe pas de troisième voie. Il convient que tout le monde le sache bien...»

Le collabo Husak qui règne en Tchécoslovaquie sous la protection des chars russes était bien placé pour comprendre cette déclaration de Brejnev, faite à l'occasion de sa réception. Autrement dit si Brejnev n'atteint pas ses objectifs par les moyens politiques de détente, il tentera de les atteindre par la guerre, dont les préparatifs s'accomplissent à l'abri de la politique de détente.

## ANGOLA : L'INTERVENTION ÉTRANGÈRE S'AGGRAVE

Les livraisons massives d'armes soviétiques au MPLA lui ont permis de repousser les troupes qui se dirigeaient vers Luanda. Un convoi de 12 navires soviétiques, puissamment gardés se dirigeait vers Luanda, il y a peu de jours. Les dernières livraisons d'armes soviétiques sont estimées à 25 millions de dollars, et comprennent des armements très perfectionnés tels que les autos blindées équipées de 10 tubes lance roquettes, et des missiles SAM 7.

Par ailleurs, l'Afrique du Sud a pour la première fois reconnu officiellement l'intervention directe de ses troupes en Angola. Et du même coup l'intervention des pays occidentaux en disant qu'elle voudrait voir «le monde libre prendre un intérêt plus grand à évincer les Russes de l'Angola».

Des canons sud-africains, c'est-à-dire livrés tant par les Etats-Unis et la Belgique que par la France ont été débarqués dans le courant de la semaine à Ambriz, ville du nord de l'Angola occupée par le FNLA (Front National de Libération de l'Angola). Aux livraisons d'armes soviétiques et à l'envoi de conseillers répond l'intervention de plus en plus importante des pays occidentaux par l'intermédiaire de l'Afrique du Sud principalement. Tout laisse prévoir une escalade nouvelle de la guerre par l'utilisation des MIG 21 actuellement basés au Congo auxquels s'apprêtent à s'opposer les Mirages que la France a largement livrés à l'Afrique du Sud ces dernières années.

Grégoire CARRAT

# PORTUGAL LE SORT DE LA REVOLUTION ENTRE LES MAINS DU PEUPLE

Une cinquantaine d'officiers et de sous-officiers arrêtés, le régiment de la police militaire dispersé - en principe - pour quinze jours, la «soumission» du Régiment d'Artillerie Légère de Lisbonne (RALIS) à l'état-major général, l'éviction de deux généraux (Fabiao et Carvalho) de leurs postes de commandement, tel est à l'heure actuelle le bilan militaire de la dernière crise au Portugal : il apparaît ainsi que la droite classique (PS et «Parti Populaire Démocratique») et le groupe d'officiers qui la soutient ont marqué des points importants dans le rapport de forces au sein de la hiérarchie militaire portugaise, indécis depuis de nombreux mois.

Victimes de cette «épuration à gauche», en même temps que de nombreux officiers progressistes, un certain nombre d'autres, proches du parti révisionniste. Notamment ceux de cette «cinquième division de l'état-major», par l'intermédiaire de laquelle le parti révisionniste, du temps de son apogée, contrôlait les moyens d'information au Portugal.

Ainsi, apparemment, la «gauche» vient de subir un coup dur au Portugal. Des mois durant, en effet, l'habitude avait pu se prendre, quand les masses entraient en lutte, de voir par exemple les soldats de la Police Militaire, en accord avec leurs

officiers, prendre leur parti de préférence à celui des exploités, et même les défendre parfois contre les interventions de la police. De même, l'illusion pouvait exister qu'à la faveur de la poussée des masses populaires, les officiers «progressistes» parviendraient un jour à former un gouvernement effectivement favorable aux aspirations populaires.

Après les journées des 25 et 26 novembre, il n'est pourtant pas sûr du tout que le processus en cours au Portugal subisse, du point de vue du prolétariat, un réel recul. Est-ce qu'à cette occasion, il ne s'est pas révélé que l'inconséquence des officiers «progressistes» les conduisait, quand ils étaient livrés à eux-mêmes, sans la direction de la classe ouvrière, à n'envisager la solution des contradictions que dans le cadre d'un Etat bourgeois toujours en place ? Est-ce qu'on n'a pas vu d'autre part, la faiblesse fondamentale de l'alliance qu'ils passaient avec le P«C»P, toujours préoccupé de la poursuite de son objectif d'un capitalisme d'Etat, et qui, au moment crucial, n'a pas hésité à sacrifier ces alliés sur l'autel de ses intérêts étroits ?

Au total, la classe ouvrière, les masses populaires portugaises, se retrouvent aujourd'hui directement confrontées à une bourgeoisie qui s'avance à visage

découvert, sans aucun écran pour venir s'interposer entre les deux ennemis. Il n'est pas dit qu'une désorientation momentanée débouchera forcément, à court terme, sur une liquidation d'un mouvement de masses qui, depuis des mois, à travers les commissions de travailleurs et d'habitants, les occupations de terre, manifeste ses propres aspirations indépendantes. Sur le plan militaire même, «l'épuration à gauche» pourrait bien n'être que superficielle, si l'on prend en compte le mouvement propre des soldats, indépendamment de leurs officiers. Qu'on se souvienne par exemple que les soldats de régiments aujourd'hui présentés comme réactionnaires, comme le «RIOQ» et le «CIAAC», s'étaient solidarisés avec les travailleurs de Radio Renaissance, quand on les avait envoyés occuper les studios. Ou encore que c'est dans la région Nord, couramment présentée comme un bastion de la réaction militaire, que le mouvement «Soldats Unis Vaincront» avait vu le jour et connu les plus grands succès.

Plutôt que d'enterrer la révolution portugaise, ne conviendrait-il pas mieux de prendre conscience que son sort est, aujourd'hui plus que jamais, entre les mains du peuple ?

Jean LERMET